

## Gouvernement, minorités activistes et reste de la société : le trio infernal que plus rien ne relie ?



Des retraites au communautarisme en passant par la SNCF, le macronisme se trouve au pied du mur des exigences de ses promesses de nouvelle représentativité.

Avec Luc Rouban

**Atlantico : Les débats qui ont eu lieu dans les médias ces dernières semaines sur le port du voile lors des accompagnements scolaires, et les conflits sociaux comme ceux qui ont eu lieu ce weekend au sein de la SNCF ont-ils selon vous mobilisé tout le pays, ou seulement des minorités agissantes, via des associations ou des syndicats, face au gouvernement ?**

**Luc Rouban :** Je pense qu'il faut faire une double analyse. Globalement, quand on regarde l'affaire des femmes musulmanes voilées accompagnatrices de sorties scolaires, les sondages et enquêtes d'opinion nous montrent qu'une grande majorité des français, y compris parmi les électeurs de La République En Marche, seraient favorables à l'interdiction du port du voile. C'est un phénomène majoritaire qui s'inscrit dans une forme de crainte, que montrent les enquêtes, à propos de l'immigration en général et de l'islam en particulier. Selon les questions qu'on pose, des craintes sont en effet exprimées vis-à-vis de la compatibilité de cette religion avec les valeurs de la République, et en même temps il y a un rejet général du communautarisme religieux. Le rejet s'approche de 60% des français, c'est donc un phénomène majeur.

Sur le terrain des conflits sociaux, il se passe autre chose. On a le sentiment qu'il y a des usagers pris en otage dans des conflits qui ne les intéressent pas vraiment de manière directe. Et cela, qu'il s'agisse d'accidents ferroviaires ou de la réforme, à terme, des régimes de retraites spéciaux des entreprises publiques (je pense notamment à la journée du 5 décembre prochain). C'est un phénomène plutôt minoritaire qui provoque des blocages suffisants pour déranger une majorité d'usagers.

Les deux phénomènes se rejoignent néanmoins sur un point : dans un cas comme dans l'autre, on a l'impression qu'il y a un décalage profond entre d'une part les attentes, soit des Français, sur le terrain politique, quand est abordé la question de l'immigration, de l'islam, de la République, soit des salariés sur le terrain des pratiques professionnelles, et d'autre part les capacités de réponse soit du gouvernement, soit des gestionnaires ou des dirigeants d'entreprises publiques ou même d'entreprises privées. Dans un cas comme dans l'autre, cette situation a conduit pendant l'année à l'émergence de conflits de moins en moins régulés et qui sont l'expression spontanée d'un rejet massif.

Et surtout, dans un cas comme dans l'autre - et cela rejoint l'analyse que j'ai faite dans mon dernier ouvrage *La Matière Noire de la Démocratie* - cela révèle un affaiblissement des intermédiaires institutionnels qui étaient dans un cas les élus et dans l'autre les syndicats. Ces phénomènes sont l'expression plus ou moins construite, plus ou moins adroite, plus ou moins manipulée, de ressentiments, de craintes, de peurs ou de contestations réelles face à des anxiétés professionnelles ou sociales. On voit des formes

de "basisme" s'installer dans la vie politique et sociale française, qui court-circuitent les syndicats, qui court-circuitent les élus. Tous ces phénomènes sont très puissants en France et s'affirment dans différents domaines.

## **Comment le gouvernement peut-il répondre aux différentes questions qui lui sont adressées, avec d'une part des organisations minoritaires très agissantes sur le plan social et culturel, et d'autre part, une majorité qui ne fait plus confiance ni aux ni aux autres ?**

Le gouvernement a en effet un problème qui est de savoir comment gérer ces phénomènes de contestation. La difficulté est de trouver des solutions, des compromis acceptables, alors qu'il y a des contestations fortes et des débats complexes, tout de même très conflictuels autour de l'Islam, autour du communautarisme et de la laïcité, avec des prises de positions et des arguments nombreux qui sont difficiles à traduire en mots d'ordre et en actions simples. On rentre dans un domaine où on voit les limites de la politique à la française, c'est-à-dire l'idée selon laquelle l'Etat doit s'occuper de tout. Car dans le fond c'est encore la grande tradition française qui a cours et qui n'est au fond pas très libérale.

Certains souhaitent abandonner le concept d'unité républicaine pour adopter un système à l'américain de communautés libres de s'organiser dans un marché politique pluraliste et diversifié. Ce sont des positions extrêmes, qui signifieraient un basculement, un abandon du principe de l'Etat-nation, de l'Etat en tant que superviseur d'une forme de civilité française. En l'état actuel des choses, ce basculement est impossible. C'est la même chose pour les relations de travail, certains estiment qu'il faut encore plus décentraliser le dialogue social. Mais, cela ouvrirait la porte à une forme de dérégulation complète.

Ce problème est une fois de plus le problème du macronisme. Il est très difficile de vouloir faire du libéralisme, voire du néolibéralisme dans un système qui est étatiste, et qui organise la réponse aux attentes des citoyens à travers l'Etat. C'est cette double-volonté du macronisme qui explique la situation actuelle.

Le deuxième problème - et c'est la grande difficulté pour le gouvernement actuel et pour Emmanuel Macron - c'est de trouver une solution en interne aux conflits de La République En Marche. Ces tensions alimentent le phénomène de perte de confiance. Car on voit apparaître des tensions internes: les militants de gauche disent qu'ils ne sont quand même pas complètement passés à droite, qu'il faudrait donc revenir au macronisme des origines. On a bien eu quelques avancées libérales sur le plan sociétal avec la PMA par exemple, mais sur d'autres problèmes de fond comme la laïcité, l'immigration, on sent bien qu'on touche à des thèmes plus directement liés à l'opposition, au Rassemblement National. Donc la tension perdure. Le gouvernement et le Président de la République ont besoin de trouver une solution qui permette de maintenir une certaine cohésion interne, surtout à la veille des élections municipales.

## **Revenons à l'émergence du basisme. Toute une partie de la population ne se reconnaît plus dans ce qu'on a appelé à un moment les intermédiaires, que ce soit les syndicats ou les partis politiques. Martin Gurri, un spécialiste des mouvements sociaux, a parlé des révoltes du "public" pour caractériser notamment les gilets jaunes mais aussi d'autres révoltes dans le monde. Il dit que ces révoltes ont la particularité d'être sans chef, sans idéologie, et qu'elles étaient des révoltes du "non", du rejet, qu'elles contenaient une forme de nihilisme. Est-ce qu'il y a un risque que la situation actuelle continue de s'envenimer, aboutissant à des situations du type de celle des gilets jaunes ? Ou est-ce que la démocratie va se réorganiser de manière plus saine ?**

Pour permettre à la démocratie de se réorganiser de manière plus saine il faudrait être beaucoup plus audacieux, faire des réformes institutionnelles bien plus profondes. Il faudrait aller bien plus loin dans la décentralisation, pour que justement un certain nombre de demandes au niveau local puissent s'organiser localement. Il faudrait éviter des phénomènes d'agglomération de mécontentements divers et variés comme ceux qu'on a vu émerger avec les gilets jaunes. Finalement leur fragmentation était dépassée par l'absence de relais à leur mécontentement.

Il faut éviter les formes d'anarchies ou de nihilisme qui poussent de proche en proche à la radicalisation. Pour cela, il faut des interlocuteurs, il faut relancer une véritable politique de décentralisation, vraiment audacieuse, qui donne au local de vrais pouvoirs de décision en matière de politique publique. Cela peut évidemment contrarier un certain nombre de syndicats, je pense notamment au problème de l'éducation nationale. Ce n'est pas facile mais on est à la croisée des chemins. Il faut donc relocaliser, re-territorialiser un certain nombre de ces conflits.

Sur le fond, la situation est toujours très explosive. Les gilets jaunes sont la partie émergée de l'iceberg. Ce phénomène de contestation basique est toujours là. On le retrouve dans d'autres pays, avec des mouvements comme ceux qui ont éclaté au Chili et au Liban, des pays très différents où il y a tout de même une contestation des inégalités sociales, des privilèges que s'accordent les élites, ou du moins les sphères dirigeantes. Ce sont des phénomènes qu'on a un peu trop facilement baptisés du terme "populistes", mais qui relèvent plutôt du sentiment très développé maintenant en France que les gens au sommet ne comprennent plus les réalités pratiques de la vie en société. La fracture qui est contestée, ce n'est pas celle entre les riches et les pauvres, c'est celle entre les dirigeants et les dirigés.

Dans le cas de la SNCF ce week-end, même s'il y a eu ensuite blocage par des minorités, on a tout de même un cas typique de ce genre de crise de méfiance. L'accident qui a fait dérailler un train sur un passage à niveau montrait un malheureux conducteur, tout seul, blessé et qui devait s'occuper de passagers blessés. Je comprends très bien que les cheminots puissent alors se dire "on est seuls et abandonnés". Le problème que j'avais développé dans mes travaux c'est cette idée d'anomie, c'est-à-dire l'idée qu'on est abandonnés, que l'autonomie néolibérale n'est possible que quand on en a les moyens, mais que pour beaucoup de salariés elle est impossible. Ils se retrouvent seuls face à des pressions psychologiques fortes, des angoisses. On le voit dans le service public, dans la police, à l'hôpital ou encore à l'école. Il y a une dégradation de l'ambiance de travail toujours liée à ce sentiment d'abandon.

Pour répondre concrètement à ce sentiment d'abandon, il faut réfléchir à la mobilité, c'est-à-dire à la mobilité professionnelle, à la mobilité sociale au sein des organisations, et surtout mettre fin à la stratification sociale qui fait que les dirigeants ne connaissent pas vraiment le terrain et restent sourds à des appels, un peu désespérés, de la base. C'est vrai à la SNCF, et c'est vrai dans beaucoup

---

d'autres ensembles notamment publics (l'hôpital public par exemple) mais aussi privés. Il y a un vrai travail à faire sur la formation des classes dirigeantes, sur leur sélection. Il est grand temps de modifier le système français.